

ARRÊTÉ.

LE MINISTRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE,

Vu la loi du 31 décembre 1913 sur les monuments historiques et
notamment l'article 2, modifié et complété par la loi du 23 juillet 1927;

La commission des monuments historiques entendue ;

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER.

La Tour de Laugnac (Lot-et-Garonne)

appartenant à la commune de Laugnac

est inscrite sur l'inventaire supplémentaire des monuments historiques.

ARTICLE 2.

Le présent arrêté sera notifié au préfet du département, pour les
archives de la préfecture et au maire de la commune de Laugnac

qui seront responsables, chacun en ce qui le concerne, de son exécution.

Paris, le 20 JUIN 1950
Par délégation :

Le Directeur de l'Architecture

T. S. V. P.